Centre de rétention administrative de Longvic (21) : des affiches d’extrême gauche visant les entreprises du chantier divulguent noms, adresses et photos de salariés signalé

22/04/2026 à 16h32



En marge de la manifestation du 18 avril contre le futur Centre de Rétention Administrative de Longvic, des affiches ont été collées dans Dijon visant plusieurs entreprises retenues pour construire le site. Certaines désignaient ces sociétés comme « racistes » ou « tortionnaires », tandis que d’autres divulguaient noms, adresses, coordonnées et parfois photos de salariés.

Parmi les entreprises citées figure Pennequin. Son dirigeant, Francis Pennequin, a dénoncé des méthodes « inadmissibles », estimant que ces affiches « n’ont rien de légal ». Il rappelle

que sa société, comme les autres entreprises concernées, a simplement répondu à un appel d’offres public lancé par le ministère de la Justice.

L’entreprise réfléchit au dépôt d’une plainte. La préfecture de la Côte-d’Or a indiqué vouloir effectuer un signalement auprès du parquet de Dijon.

La méthode employée a également suscité des critiques parmi certains opposants au projet. Paul Garrigues, co-porte-parole de Ligue des droits de l’Homme, s’est dit « attristé », jugeant ces attaques nominatives « contreproductives » et contraires à sa conception du débat politique

ICI.fr